



AIDS 2016 Session ‘What does it take to reach the people who need it most?’

Transcription française

KRISTA LAUER: Fantastique. Donc, pour ceux d’entre vous qui ont déjà participé à une conférence sur le sida par le passé et pour ceux d’entre vous dont c’est la toute première conférence internationale sur le sida, je vais vous faire une prédiction. Vous ferez la queue à l’aéroport. Vous vous retrouverez en face des agents d’embarquement, ils vous diront que votre valise est trop lourde et que vous devez en retirer quelque chose. Tout ça parce que votre valise est pleine de T-shirts, de rapports, de brochures, de préservatifs, d’affiches auxquels vous tenez beaucoup. Vous voulez tout ramener à la maison, et c’est trop lourd. Donc, ce que vous devez faire, c’est prendre deux ou trois documents que vous voudrez probablement lire dans l’avion et les placer dans votre bagage de cabine.

Et donc ma mission aujourd’hui est celle-ci -- parler d’un petit noyau de priorités afin de pouvoir atteindre les gens qui en ont le plus besoin. C’est une mission impossible. Elle est trop ambitieuse, et nous allons donc prendre deux des priorités principales que vous allez mettre dans votre bagage de cabine et garderez à votre portée quand vous réfléchirez à ce que vous avez entendu lors de cette conférence, sur le chemin du retour. Deux petites mises en garde -- J’ai un peu recadré le sujet. Plutôt que de vous présenter ce qu’il faut faire pour aider ceux qui en ont le plus besoin, il me semble que ma mission, ici et aujourd’hui, est de mettre l’accent sur les priorités que les communautés elles-mêmes ont identifiées. Je vais donc m’attacher à cette tâche du mieux possible.

Ensuite bien sûr, comme beaucoup d’entre vous le savent, il n’y a pas vraiment de démarcation entre populations clés. Vous pouvez être un travailleur du sexe qui consomme de la drogue. Vous pouvez être une maman et entrer dans la catégorie des LGBT. Donc, ces groupes de populations ne sont pas mutuellement exclusifs. Ce que je présente aujourd’hui n’est certes pas une liste finale. Je suis sûre que certaines personnes dans la salle identifieront d’autres priorités pour ces populations. Et enfin, rien de ce que je présente n’est un remède miracle. Ces problèmes sont extrêmement complexes, et je pense qu’il est important de parler des facteurs fondamentaux qui sous-tendent la vulnérabilité de ces -- excusez-moi -- populations clés. Donc, en gros, si la carrosserie de votre voiture est éraflée et que le moteur est en panne, vous devriez probablement faire réparer le moteur plutôt que de refaire la peinture.

Pour commencer, je vais parler de la communauté transgenre, et tout d’abord, je me réjouis que cette conférence internationale sur le sida soit la première où une session pré-conférence est spécifiquement dédiée à la communauté transgenre. Je pense que cela vaut bien des applaudissements. Et donc la session « Plus de promesses en l’air » a eu lieu le 17 juillet. Elle a été organisée par l’IGRT, le réseau mondial des femmes transgenres et du VIH. Les séances ont ratissé large -- tout, de la valorisation des femmes transgenres dans l’art et les supports narratifs, à l’accès à la prophylaxie pré-exposition, en passant par les soins de santé et la santé sexuelle des hommes transgenres. C’était un travail colossal. Cela a été une vitrine incroyable du leadership, de la passion et du talent présents dans le mouvement transgenre, et je pense vraiment que cela a amplement démontré la maturité de ce mouvement.



Le deuxième aspect des sessions pré-conférence que je voulais mentionner est une présentation de nouvelles consignes programmatiques qui ont été publiées -- une liste exhaustive de conseils pratiques sur les programmes anti-VIH et MST conçu en collaboration avec des personnes transgenres. Grâce à cela, on ne peut plus dire qu'on voudrait travailler sur les problèmes des transgenres, mais qu'on ne sait pas vraiment par où commencer. Maintenant vous avez l'outil idéal.

La troisième chose que je voudrais vraiment mentionner est le développement de filières de financement spécifiques pour les transgenres, la mission de l'International Trans Fund, qui est actuellement en train de créer des ressources durables pour les mouvements transgenres et l'action collective et pour compenser, et idéalement éliminer, les défauts de financement qui affectent les groupes transgenres autour du globe. Je voudrais souligner l'importance d'un mécanisme de financement transgenre, en utilisant des données d'une étude réalisée en 2013 commanditée par le groupe Transgenre du Global Philanthropy Project, et qui a révélé qu'une organisation transgenre sur cinq ne dispose d'aucun budget, et réalise donc son travail sans aucun moyen financier. Environ un quart seulement, 27 %, des organisations transgenres bénéficient de financements officiels, et 45 % des organisations transgenres dans le monde sont des projets ou programmes d'une organisation plus vaste.

Si vous voulez en savoir plus sur le fonds, les consultations sont en cours. Il est possible d'y participer au Global Village. D'août à octobre, les priorités de financement seront développées, les structures administratives seront mises en place et le premier appel à propositions -- je suis sûre que c'est cela qui vous intéresse -- sera publié en novembre ou décembre de cette année. Les premières subventions seront distribuées entre janvier et juin de l'année prochaine.

C'est donc un développement très important. Si vous réfléchissez à ce que vous avez appris lors de cette conférence, à ce que vous en retirez, ceci n'est que l'aube d'une toute nouvelle ère pour le mouvement transgenre et une chose à laquelle nous voulons tous contribuer, que nous voulons célébrer et magnifier.

Pour explorer la manière dont nous pouvons tirer profit des trois outils que je viens de mentionner, je vais laisser la parole à la communauté transgenre elle-même. C'était l'appel à l'action des transgenres qui a été articulé lors de la session pré-conférence. Nous exigeons une collecte exhaustive des données, des financements adéquats, des lois sur l'identité sexuelle responsables, des actions visant à réduire la violence basée sur le sexe, de l'accès universel aux soins de santé et des services de santé respectant l'identité sexuelle, le droit au travail, et, en gros, la dignité, le respect et l'humanité.

Passons aux travailleurs du sexe -- nous avons déjà écouté l'excellent exposé de mon collègue. La copie du Lancet que j'ai mise ici, vous l'avez probablement déjà vue si vous étiez à la dernière Conférence internationale sur le sida. Cela a été un moment décisif. Les données présentées ont révélé que la décriminalisation du travail du sexe aurait le plus grand impact sur l'épidémie de VIH dans toutes les situations et préviendrait entre 33 % et 46 % des infections par le VIH chez les travailleuses du sexe et leurs clients au cours de la décennie suivante. En d'autres mots, l'une des interventions anti-VIH les plus efficaces qui peut être réalisée dans le contexte du travail du



sexe est de décriminaliser ledit travail. Et je sais que beaucoup de militants et d'alliés ici présents se sont clairement exprimés lors de la conférence au sujet de la décriminalisation.

Si vous ne connaissez pas bien le problème, voici très rapidement certaines choses à savoir au sujet de la criminalisation du travail du sexe -- et je cite les collègues qui en ont l'expérience directe. Un, elle nuit aux travailleurs du sexe. Deux, elle permet la corruption et la maltraitance des travailleurs du sexe. Trois, elle sous-tend la stigmatisation, et quatre, elle érode nos efforts d'éradication du sida. Certaines choses à savoir au sujet de la décriminalisation - d'après les preuves disponibles, la décriminalisation permet aux travailleurs du sexe de lutter contre la violence à leur encontre, de faire respecter leurs droits, et de dénoncer les actes de violence commis à leur encontre. Les faits prouvent aussi que la décriminalisation n'augmentera pas le nombre de travailleurs du sexe exploités, de femmes victimes de trafic, ou d'enfants exploités, et qu'elle n'augmentera pas non plus la demande pour les travailleurs du sexe.

Cette série du Lancet a été publiée il y a deux ans. Et donc, depuis, une grande partie des priorités dans ce domaine a changé, car si nous avons à présent de bonnes preuves en termes de santé publique, de quoi avons-nous besoin pour changer la loi? Que faut-il faire pour décriminaliser le travail du sexe? Et, bien sûr, si vous avez assisté à l'assemblée plénière de ce matin, le Juge Cameron nous a parlé de ce problème avec éloquence. Et je vais résumer en disant qu'il faut utiliser des outils variés. Il faut un plaidoyer. Il faut un dialogue. Changer les lois et les politiques est un travail de longue haleine. Cela nécessite une bonne compréhension: quels sont les différents modèles de réforme légale proposés? Quel sera leur impact sur les travailleurs du sexe? Qui possède en réalité le pouvoir de changer les lois? Si nous voulons changer une loi, qui en a le pouvoir? Et comment éduquer ces intervenants pour les faire adhérer à la cause des droits des travailleurs du sexe?

Je voudrais vous montrer quelques photos prises hier. C'était une action engagée par les travailleurs du sexe en faveur de la décriminalisation du travail du sexe. Son impact a été incroyable. Elle était pleine de passion. Elle était créative. Regardez dans le coin inférieur, il y a un squelette assis à un bureau où il est écrit que cet endroit est réservé à la législation sud-africaine sur les travailleurs du sexe, ce qui démontre bien le manque de volonté et la difficulté d'avoir cette conversation. Je tiens également à souligner à quel point je trouve merveilleux le fait d'avoir au sein du groupe de discussion des représentants du Ministère de la Justice et du Ministère du Développement social, des militants travailleurs du sexe et leurs alliés. Ces conversations sont très épineuses et difficiles et ce n'est pas une seule réunion ou une seule intervention qui nous offrira le résultat escompté. Mais je pense sincèrement que ce dur labeur et ce cheminement constituent la meilleure voie, et j'applaudis les militants présents ici pour leur passion.

Donc, en résumé, tenons notre promesse de n'abandonner personne en chemin. Nous voulons que la Conférence 2016 publie une résolution stipulant que tous les pays doivent décriminaliser le travail du sexe dès maintenant. Et ceci a été déclaré hier par le Groupe de travail pour l'éducation et la représentation des travailleurs du sexe.

Passons maintenant aux hommes homosexuels et bisexuels qui ont des rapports sexuels avec des hommes, les HSH -- ceci n'est pas une carte de prévention du VIH. Si on regarde de plus près -- bien que la salle soit immense. Cela sera un peu difficile de bien voir. C'est en fait une



carte des lois régissant l'orientation sexuelle dans le monde -- donc de tous les pays qui criminalisent encore les actes homosexuels entre adultes consentants. Nous utilisons cette carte parce qu'elle reprend des données politiques, et une excellente présentation de Meg Davis et de ses collègues de l'université de New-York à la pré-conférence du MSMGF, a montré l'effet profond de la criminalisation des actes homosexuels entre adultes consentants sur les données et les informations relatives à la santé publique, en particulier sur l'estimation du nombre d'hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes.

C'est assez logique. Si vous vivez dans un pays où aimer quelqu'un peut être un crime, il est probablement un peu effrayant d'utiliser les services de santé ou de prendre part à des études dont le but est d'estimer précisément la taille de la population ciblée. La taille estimée de la population des HSH est très faible dans les pays dont les lois criminalisent les LGBT. Nous en avons toujours été conscients, de façon anecdotique. Cette recherche est à notre connaissance l'une des premières à vraiment supporter cette hypothèse.

Mais le plus surprenant, c'est que certains pays déclarent des taux très très élevés de dépistage du VIH chez les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes. Et quand les chercheurs ont regardé cela d'un peu plus près, ils ont découvert qu'une des raisons pour cela était la taille très réduite de l'échantillon qu'ils considéraient comme représentatif de la population HSH dans un pays donné. Par exemple, l'Algérie a réalisé un total de 59 tests VIH chez les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes. 57 de ces tests ont été pris en compte, et donc ils ont compté un taux de couverture des tests VIH de 96.6 % chez les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes. Vous voyez où cela pose problème. Cela n'est pas nécessairement adapté. Cela démontre qu'il n'est pas utile d'accorder la priorité à ce genre d'action dans ce pays et de lui accorder de subventions financières dans ce sens.

Pour terminer -- je suis bien consciente que le temps passe vite -- parlons un peu du contexte des usagers de drogues. Cette année a été très importante du point de vue de la politique mondiale. Une session spéciale de l'assemblée générale de l'ONU a traité de la politique antidrogue. La dernière fois que nous avons eu ce genre de discussion, c'était à la fin des années 90, et l'intégralité de cette discussion avait été consacrée à la nécessité d'éradiquer complètement l'usage de drogues. Cette fois-ci, on s'est plutôt penché sur l'importance de réformer les politiques antidrogues pour faciliter l'accès aux mesures de réduction des risques. Donc, en substance, au lieu de partir en guerre contre la drogue, et d'essayer d'éliminer complètement la présence des drogues, un dialogue a été initié sur l'importance d'abandonner le postulat que l'abstinence, l'abstinence complète et totale, est un prérequis obligatoire pour pouvoir bénéficier de soins médicaux et de soutien.

Pour reprendre la définition de la coalition pour la réduction des risques – la réduction des risques est un ensemble de stratégies et d'idées pratiques dont le but est de réduire les conséquences néfastes associées à la consommation de drogue. Ce n'est pas que cela, c'est aussi un mouvement pour la justice sociale basé sur l'opinion que les consommateurs de drogue ont des droits et sur le respect de ces droits.

Je veux juste dire que le dialogue a créé un espace qui montre qu'il est possible de lézarder l'idée générale que la guerre contre la drogue est la seule option. Et je ferais preuve de négligence si je ne mentionnais pas que le postulat sur lequel se base cette réforme que nous souhaitons plus



que tout, c'est de qui nous parlons quand nous parlons des consommateurs les plus marginalisés, ceux qui sont en marge de la société. Ce sont des sans-abri, ou des personnes mal logées, dont la situation les rend, ainsi que leur consommation de drogue, hyper-visible. On les voit dans les tanières à drogue de Mombasa, dans le sud du Bronx, à New-York aux États-Unis, et dans El Bronx à Bogota.

Et donc l'étiquette de drogué est appliquée à cette population marginalisée et socialement exclue, dont la consommation de drogue ne représente qu'une partie de la réalité, et justifie dès lors toute une gamme d'actions répressives de la part de l'État, le déplacement, et ce qui est essentiellement une purge sociale des pauvres. Et donc, au-delà des réformes légales et politiques que nous espérons encourager dans le climat actuel, si nous voulons aider les consommateurs de drogue qui en ont le plus besoin, nous devons les voir, non seulement pas comme des drogués, mais tout d'abord comme des êtres humains et des citoyens qui ont le droit de vivre dans nos cités et dans nos sociétés.

En conclusion, j'espère que ces quelques réflexions vous aideront dans vos réflexions et les conversations que vous aurez entre vous, je l'espère, dans les couloirs, au Global Village, sur le chemin du retour. Les priorités définies par les communautés sont bien sûr la meilleure façon de faire évoluer les choses. Le contexte est important. Si vous vivez dans un contexte où ceux que vous aimez et votre orientation sexuelle sont criminalisés, si vous vivez à un endroit où l'orientation sexuelle n'est pas un crime mais où la stigmatisation et l'homophobie sont endémiques, cela affecte l'efficacité de la lutte mondiale contre le VIH.

Vous pouvez contribuer de manière intersectorielle. Bien sûr, nous avons besoin de services sur mesure. Nous avons besoin de plaidoyers pour les politiques publiques. Nous avons besoin de juristes. Nous avons besoin de professionnels de la santé. Nous avons besoin que les travailleurs de la santé des communautés se rassemblent tous sous ce flambeau.

Et pour finir, je voudrais dire que pour faire avancer ces priorités, nous pouvons commencer par donner aux populations clés les moyens de s'exprimer. On parle beaucoup de l'importance d'aider les travailleurs du sexe, les transgenres, les HSH, les consommateurs de drogue à devenir des leaders. Il ne suffit pas de leur donner un siège dans les instances de coordination nationale du Fonds mondial. De leur donner un siège à une réunion donnée. Une personne doit venir représenter sa propre communauté. Nous devons aider les gens à réaliser qu'ils peuvent s'exprimer, qu'ils possèdent un droit à la dignité, qu'ils peuvent exprimer ce qui est important pour eux, qu'ils peuvent faire valoir leurs droits, et c'est un processus permanent. Obtenir le droit de s'exprimer est un parcours difficile, et je pense que s'il y a une chose que nous pouvons faire pour canaliser nos efforts et nos financements collectifs, c'est bien cela. Merci infiniment.